

chiffre et il ne l'a pas mentionné par hasard. Il a dû l'obtenir d'une source quelconque.

Étant donné l'importance de la question pour tous les Canadiens, les conséquences qui sont évoquées et le programme que je soupçonne être partiellement caché dans le budget, je voudrais poser une question simple et directe au secrétaire parlementaire. En toute justice envers les Canadiens, son gouvernement est-il prêt à donner à tous les Canadiens la possibilité de participer au débat afin que nous sachions tous quels sont les choix?

Qu'il réponde ou qu'il ne réponde pas, nous saurons s'il existe un programme caché ou non. Son gouvernement acceptera-t-il, oui ou non, de déposer à la Chambre des communes les études qu'il a entreprises relativement à la réforme des pensions afin que nous puissions tous les voir, les lire et y réfléchir?

M. Bevilacqua: Monsieur le Président, je suis d'accord avec le député pour dire que c'est une question extrêmement importante. Beaucoup d'entre nous évitent cette question de réforme de la sécurité sociale au Canada.

Contrairement aux gouvernements passés qui n'ont pas voulu relever le défi et discuter des principales questions, comme la formation, l'assurance-chômage, la garde des enfants, ainsi que la réforme et la modernisation de tout le système, nous avons décidé de faire participer les Canadiens au dialogue et de les consulter.

Je peux garantir à mon collègue que le gouvernement consultera les Canadiens au sujet de toutes les mesures que nous prendrons sur le chapitre de la réforme des pensions. J'inviterai tous les députés à faire connaître leur point de vue, tout comme dans le cas des consultations prébudgétaires, de l'examen de la sécurité sociale et de bien d'autres questions allant de la défense aux affaires extérieures. Le gouvernement a donné aux Canadiens de nombreuses occasions de participer au dialogue.

En ce qui concerne la question précise de la réforme des pensions, le député a sûrement lu les documents budgétaires. Il a pu constater les cinq principes en cause. Je peux dire que, depuis le jour où le ministre des Finances a déposé ce document, rien n'a changé dans le programme du gouvernement.

M. Jake E. Hoepfner (Lisgar—Marquette, Réf.): Monsieur le Président, j'ai pris grand plaisir à écouter les bonnes paroles du secrétaire parlementaire, mais comme on dit chez nous, ce n'est pas avec des bons mots et des bonnes intentions qu'on nourrit les animaux.

Je me demande quel parallèle il établit entre cette observation et la bonne gestion financière que ce gouvernement s'est donnée comme objectif. À la station de recherches de Morden, l'une des plus productives du Canada, 40 p. 100 des emplois ont été supprimés. On lui a enlevé les programmes de recherche sur le sarrasin et la pomme de terre pour les transférer plus au nord où tout va geler. Est-ce une bonne planification financière?

Je vois que ce gouvernement n'a pas trop touché à son fonds de pension. Le secrétaire parlementaire a-t-il entendu parler de la Commission canadienne des affaires polaires? Elle reçoit 1 081 000 \$ du gouvernement dont plus de la moitié sert à payer

Le budget

le salaire des six personnes qu'elle emploie. Cette commission diffuse de l'information. Elle consacre 20 000 \$ pour ce faire.

Est-ce être financièrement responsable de consacrer 20 000 \$ d'un budget de 1 081 000 \$ à la tâche à accomplir et le reste aux salaires? Une amélioration s'impose, à mon avis.

M. Bevilacqua: Monsieur le Président, au risque de paraître présomptueux, je pense que nous devons examiner ce qui a été accompli sous ce gouvernement. Dans le domaine de l'emploi, 433 000 nouveaux emplois ont été créés. Le gouvernement se penche actuellement sur un certain nombre de questions, y compris l'examen des programmes pour déterminer ceux qui sont efficaces et ceux qui ne le sont pas. Il travaille à l'instauration d'un climat propice à la création de nouveaux emplois.

• (1140)

Si le député avait prêté attention au discours du ministre des Finances, il saurait que tous les objectifs que nous nous étions fixés sont en train d'être atteints et que nous sommes en bonne voie de parvenir au type de résultats que les Canadiens réclamaient lors de la dernière campagne électorale.

Le livre rouge est respecté et, très franchement, les Canadiens semblent extrêmement satisfaits de la performance du gouvernement actuel. Peut-être le député devrait-il applaudir, lui aussi.

M. Andy Scott (Fredericton—York—Sunbury, Lib.): Monsieur le Président, j'avais très hâte de participer à ce débat sur le budget de 1995, car je pense qu'il représente une étape historique dans l'évolution de notre pays.

Ce n'est pas le genre de budget que, normalement, j'aimerais voir au Canada. J'aimerais mieux voir les programmes améliorés plutôt que réduits. J'aimerais mieux que l'on propose de nouveaux programmes, plutôt que d'analyser l'efficacité de ceux qui existent. En tant que libéraux, nous sommes tous d'accord pour dire que ce budget est le résultat de circonstances plutôt que le reflet d'une idéologie.

Nos programmes sociaux sont menacés par la dette accumulée et les déficits annuels. Je ne suis pas de ceux que les dettes obsèdent, mon banquier peut en témoigner. Toutefois, je suis très jaloux de notre souveraineté, de notre capacité de concevoir et de mettre en oeuvre une politique et des programmes qui reflètent les valeurs du Canada, une nation généreuse et civilisée.

Parce que nous avons emprunté pour financer nos programmes, nous avons permis aux créanciers étrangers d'influer sur la politique nationale d'une manière qui est tout simplement inacceptable. Nous devons récupérer notre capacité de poursuivre un style de gouvernement qui reflète les valeurs canadiennes: compassion, équité, tolérance, pluralisme. Ce sont des valeurs canadiennes. En fait, de nombreux éléments du mode de vie canadien nous sont probablement uniques. Notre responsabilité n'est pas seulement de protéger ces idéaux pour nous-mêmes, mais de les promouvoir sur la scène internationale, de faire du Canada un modèle pour les autres nations.

L'autre menace qui pèse sur nos programmes sociaux est beaucoup plus directe. En 1995-1996, le service de la dette nous coûtera 49,5 milliards. En 15 ans, les paiements d'intérêts sont passés de 8,5 milliards à 42 milliards, et ils ont dévoré 445